

## Législatives au Burundi : la victoire promise au parti au pouvoir

@rib News, 23/07/2010 - Source AFP Le parti au pouvoir au Burundi était assuré de remporter les élections législatives de vendredi, boycottées par l'opposition, alors que les risques d'affrontements s'accumulent dans ce petit pays d'Afrique centrale. Ces élections, qui devaient initialement asseoir le multipartisme dans ce pays ruiné par une guerre civile meurtrière (1993-2006), vont probablement se solder par une victoire écrasante du parti présidentiel et l'absence de véritable opposition à l'Assemblée nationale.

Alors que le marathon électoral entamé fin mai devait consolider la paix retrouvée dans ce pays enclavé de quelque 8,5 millions d'habitants, le troisième plus pauvre au monde selon la Banque Mondiale, le processus a au contraire relancé les risques d'affrontement. "Nous sommes satisfaits du déroulement du vote. Il n'y a eu aucun problème et à l'heure où je vous parle, la plupart des bureaux de vote ont déjà fermé et dans certains, on a même déjà commencé à faire le décompte des voix", a expliqué le responsable de la communication au sein de la commission électorale, Prosper Ntahorwamiye, peu après 16H00 (14H00 GMT). Selon lui, le taux de participation devrait être sensiblement similaire à celui de la présidentielle du 28 juin (76,98 pc), alors que la mission de l'Union européenne et un journaliste sur place avaient constaté à la mi-journée une faible affluence. La mission d'observation de l'Union européenne s'est toutefois félicitée du fait que les électeurs ont pu exercer leurs droits sans aucun problème. Les premiers résultats du scrutin sont attendus "lundi, mardi au plus tard", a précisé M. Ntahorwamiye. Une seule formation d'opposition, l'Uprona, avait accepté de participer aux législatives après avoir boycotté la présidentielle du 28 juin, largement remportée par le président sortant Pierre Nkurunziza, seul candidat en lice (91,62 pc). Tous les autres partis d'opposition avaient maintenu leur retrait du processus électoral initié peu après le scrutin communal du 24 mai, dénonçant des fraudes massives. Quant à Agathon Rwasa, leader de l'ex-rébellion des Forces nationales de libération (FNL), formation arrivée deuxième aux dernières communales, il a purement et simplement disparu de la vie publique depuis un mois, par crainte d'arrestation. Si la communauté internationale s'est montrée pour le moins discrète ces dernières semaines, plusieurs de ses représentants à Bujumbura, souhaitant garder l'anonymat, ont fait part de leur pessimisme. "L'opposition peut de nouveau être tentée par la voie de la violence, mais cela ne servira à rien car le pouvoir, qui bénéficie du soutien total de la communauté internationale, a les moyens de la museler", a ainsi estimé cette semaine un cadre de l'ONU, sous couvert d'anonymat. Plus d'une centaine de responsables et militants de l'opposition ont été arrêtés au cours des trois dernières semaines et d'autres ont été torturés, d'après plusieurs associations de la société civile. Selon la plateforme d'opposition, le pouvoir CNDD-FDD a instauré "un régime de terreur qui est en train de contraindre les gens à fuir ou à chercher à se défendre". Le scrutin de vendredi a été placé sous haute sécurité, notamment à la suite des attentats à Kampala qui ont fait 76 morts le 11 juillet en représailles à la contribution majeure de l'Ouganda à la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom). Depuis plusieurs jours, les patrouilles de police et les fouilles de véhicules sont plus fréquentes à Bujumbura. L'Ouganda et le Burundi sont les deux seuls pays contributeurs de l'Amisom et les shebab ont plusieurs reprises menacé les deux pays.